

Le Ministère de la Recherche persiste et signe malgré l'absence de dialogue social.

**Il refuse le retrait du projet de Consortium.
Obtenons-le nous-mêmes.**

La CFDT-INRA a interpellé tous les administrateurs de l'INRA, le 25 mars par courrier, et les a invités à s'interroger sur plusieurs points :

- le renoncement des prérogatives du Conseil d'Administration de l'INRA ;
- l'absence d'acteurs importants dans le domaine que prétend couvrir le Consortium (MEEDDAT, secteur vétérinaire...);
- la question de la contribution significative des membres fondateurs, du fait de leur implication dans des PRES locaux (délégation de compétences) ;
- l'absence de réflexion sur la sécurisation des parcours professionnels dans un contexte de crise de l'emploi ;
- l'absence de structuration stable du paysage de l'Enseignement Supérieur et de la recherche ;
- l'absence de discussion européenne du projet.

Seul un administrateur représentant le Ministère de la Recherche a engagé le dialogue avec nous, le lundi 30 mars à midi. Nous lui avons demandé le retrait du projet de consortium de l'ordre du jour du CA du 2 avril. Il nous a dit qu'il transmettrait à la Ministre.

Celle-ci a évoqué la situation du Consortium le lundi 30 mars au soir, avec les organisations syndicales de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Elle a proposé « dans les jours à venir » une rencontre pour discuter de ce projet avec les syndicats de l'INRA.

La CFDT-INRA a pris le Ministère au mot, fidèle à sa volonté de chercher le dialogue jusqu'au bout.

Elle a exigé que le rendez-vous soit fixé le 31 mars.

La CFDT-INRA a été reçu le 31 mars à 18 heures au Ministère de la Recherche par le Directeur de Cabinet de la Ministre, accompagné de deux collaborateurs, de deux membres du cabinet du Ministre de l'agriculture, du Secrétaire Général du CIRAD et de M. Eddi, DG délégué de l'INRA.

La CFDT-INRA est arrivée avec une revendication simple et plusieurs fois présentée à l'INRA : **le projet de Consortium doit être retiré de l'ordre du jour du CA** du 2 avril, afin qu'un **débat national sur l'enseignement supérieur et la recherche agronomique** puisse avoir lieu de façon ouverte avec l'ensemble des acteurs concernés, aucun dialogue social n'ayant eu lieu jusqu'à ce jour.

Le Directeur de cabinet de la ministre n'a pas voulu accéder à cette revendication.

Malgré 10 mois de demande de débat en interne à l'INRA et 2 mois de mobilisation de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Publics français, le Ministère s'oppose à une revendication portée par 80 % du personnel.

La CFDT-INRA a tenté jusqu'au bout de dialoguer, en raison de la gravité de la situation pour l'INRA. Même si le Ministère note un défaut dans la concertation (!), il considère que l'EPCS est le seul projet possible pour « mettre en avant l'agronomie ». Il récuse ce qui pourrait « abonder la crainte » des personnels de l'INRA : il n'y aura pas de fusion avec d'autres organismes, l'INRA restera un opérateur de recherche, la science restera discutée au niveau des organismes.

Si tel est le cas, pourquoi ne pas commencer par l'afficher devant les personnels et par s'y engager avant de débattre largement et dans la clarté d'un projet de rapprochement entre les organismes, discussion qui respecterait les temps de la négociation pour engranger les idées de chacun ?

Reste quand même **l'articulation local – national qui ne bénéficie d'aucune expérience** et n'est évoquée par le Ministère que par une phrase étonnante : on vous donne l'outil EPCS, à vous d'inventer !

A la demande de reprise de débat sur des bases sérieuses et partagées, le directeur de cabinet a opposé une fin de non recevoir. Il a déclaré ne pas vouloir perdre de temps. La CFDT-INRA, qui prône un syndicalisme de transformation sociale, ne peut l'accepter. Elle a été force de proposition et a toujours manifesté sa volonté d'être acteur des changements dans un cadre contractuel.

La raideur du Ministère empêche tout débat : celui-ci a pris la responsabilité de la rupture avec la CFDT-INRA.

La CFDT-INRA, en accord sur le fond avec la CGT et SUD, continue d'exiger le retrait du projet du Consortium de l'ordre du jour du CA, du jeudi 2 avril.

Elle appelle les personnels à se mobiliser, et leur donne rendez-vous dès 8 h 30 au siège de l'INRA (147 rue de l'Université, Paris 7^{ème}), pour appuyer son opposition au projet.

La CFDT-INRA réaffirme et réitère sa demande de réel débat national sur l'Enseignement supérieur et la Recherche agronomique.